

Liberacion



ORGANE DU COMITE CENTRAL
DU P.C.B. (M.L.)

109
N° BOLIVIE DECEMBRE 1975 2 F.

"NOUS, LES BOLIVIENS N'AVONS JAMAIS EU UNE AME D'ESCLAVES"
FEDERICO ESCOBAR ZAPATA

EDITORIAL

CONSIGNE DU MOMENT:
ABATTRE LA REPRESSION
FASCISTE
ET IMPOSER L'AMNISTIE
GENERALE

Depuis le coup d'état militaire-fasciste d'août 1971, le pays s'est converti en une gigantesque prison. Plus de 5.000 hommes, femmes et enfants sont passés par les terribles camps de concentration; beaucoup d'entre eux furent brutalement assassinés dans ces mêmes prisons. Aujourd'hui près de 10.000 personnes sont exilées et bannies dans différents pays d'Amérique Latine et d'Europe, privées du droit de rentrer dans leurs foyers. La repression, ces derniers mois, a atteint le maximum de son intensité contre les forces patriotiques. Tous les jours, on apprend l'arrestation et la torture de dizaines de citoyens. A la fin Novembre, il y avait 410 prisonniers politiques et syndicaux tant à La Paz que dans les prisons des autres provinces. Parmi ceux-ci: 65 dirigeants syndicaux, avec à leur tête, les membres du Comité Exécutif de la Centrale Ouvrière Bolivienne, 45 dirigeants universitaires, la plupart arrêtés pendant la fermeture des universités, pour le seul fait de s'opposer à la nouvelle loi universitaire par laquelle la dictature prétend imposer la fascisation totale de l'Université Bolivienne, de même 55 paysans dont les détentions s'intensifient à mesure que s'approche

Reproduction à Paris, de l'édition de "LIBERACION" qui circule clandestinement en Bolivie.

40P8742

La promulgation du décret établissant l' Impôt Unique Agricole, contre lequel luttent tous les paysans du pays .La dernière semaine de Novembre, 25 personnes furent arrêtées à Cochabamba, sans que l'on sache où elles se trouvent. On craint pour la vie de ces patriotes. On remplit les prisons de révolutionnaires, on augmente le nombre des exilés et la persécution s'intensifie sous le prétexte de soit-disantes invasions. Cette persécution s'est étendue aux frontières du pays voisin, particulièrement en Argentine où en accord avec les forces fascistes du pays voisin, une incroyable répression se développe contre les citoyens Boliviens qui y résident .La menace, le chantage sont à l'ordre du jour et gagnent même certains secteurs de l'armée : beaucoup de militaires vivent sous la vigilance constante de mouchards et d'espions à la solde du Ministère de l' Intérieur. C'est dire qu'il n'existe pas la moindre liberté dans notre pays et surtout la toute légalité s'est réduite à la volonté toute-puissante du dictateur et de ses sbires.

Face à l'abus et à la toute-puissance de la dictature, notre peuple- dont l'indomptable esprit de lutte n'a jamais pu être abattu- ne s'est pas rendu , sa détermination de lutter, au contraire, a grandi, particulièrement pour dénoncer l'abus et obtenir la liberté de tous les patriotes .Les différents secteurs du pays, ont montré, à cette occasion, leur action solidaire .Malgré la répression et la menace, des centaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue, décrétant la grève générale et demandant la liberté des dirigeants syndicaux et autres révolutionnaires. Il suffit de rappeler que les villes de Potosi, Llallagua, Huancani et d'autres furent le théâtre de grandes et nombreuses manifestations en faveur de l' amnistie générale.

Les faits prouvent que notre peuple, particulièrement les travailleurs ont pleine conscience que la lutte contre la répression, pour la liberté des prisonniers et le retour des exilés est une tâche que l'on ne peut retarder. Il faut abattre la répression et cela ne sera possible que dans la mesure où les actions de masses se multiplieront de plus en plus. Le peuple dans la rue, doit être la réponse à la répression. N'oublions pas que "CE QUE NIE LA LOI, LA LUTTE LE DONNE ", c'est à dire que tant que le fascisme niera la liberté à notre peuple, notre devoir sera de lutter pour l'imposer .

Il faut faire sentir à la dictature l'unité et l'action combattive des masses car c'est le seul chemin qui nous conduira à la victoire totale et définitive sur le fascisme et ses laquais .

///.

FACE AUX MANOEUVRES, IL FAUT EXIGER LA REUNION NAT. MINIERE

Malgré l'exigence unanime des travailleurs miniers de base, les "coordinateurs" de la Fédération des Mineurs continuent à retarder la réalisation de la Réunion Nationale des Mineurs qui devait s'effectuer à la fin du mois de septembre. Sans aucun doute, la conduite des "coordinateurs" répond à une action conjointe des Ministère du Travail et de l'Intérieur, car ce n'est pas par hasard que se réunissent le "coordinateur" Oscar Salas et le responsable de la répression anti-syndicale du Ministère de l'Intérieur, Jorge España.

L'augmentation générale des salaires, le rétablissement de la démocratie syndicale, la désignation de directeurs de la caisse complémentaire minière, la liberté des travailleurs miniers emprisonnés, la reconnaissance de la C.O.B. et la liberté de ses dirigeants, le retrait des troupes des centres miniers sont quelques uns des multiples et immédiats problèmes que doivent résoudre les travailleurs miniers et pour lesquels la réalisation de la réunion est nécessaire, dont la mission est d'unifier les critères et d'approuver les actions qui permettent d'imposer à la dictature, la solution des problèmes cités.

L'argument des "coordinateurs" qu'il n'y a pas de garanties pour réaliser la réunion est infantile et absurde étant donné qu'ils savent mieux que personne - par leurs contacts avec le gouvernement - que la dictature n'acceptera aucune réunion syndicale, car son objectif est d'empêcher que les travailleurs s'unissent pour la défense de leurs droits. La réalité dans laquelle se déroule l'activité syndicale nous montre que ce n'est que par l'action directe qu'il sera possible d'arrêter les décrets anti-ouvriers de novembre 1974. Comme l'ont montré les travailleurs de Siglo XX et Potosi qui, défiant la brutalité fasciste ont effectué leurs élections syndicales sans compter sur "l'autorisation" qui préoccupe tant les "coordinateurs" de la Fédération.

Face à ces manoeuvres dilatoires, le seul chemin qui reste aux travailleurs est d'assigner aux "coordinateurs" de convoquer la réunion à une date déterminée, au cas contraire, les travailleurs doivent assumer le rôle historique de convoquer à la réunion et obliger les bureaucrates à rendre compte de leurs actes et de jeter le masque qui cache leur véritable visage d'agents de la dictature.

On ne peut continuer à supporter le sale jeu de ceux pour qui défendre leurs postes est plus important que défendre les droits du peuple.

ooooooooo0000ooooooooo

MASSACRE IBLANC CONTRE LES MINEURS LOCATAIRES

Conséquence de la cessation des contrats de location, 2.500 travailleurs miniers sont en danger d'être jetés à la rue sans aucune considération. Les locataires travaillent dans les parages aloués selon contrat par la Corporation Minière de Bolivie.

A la demande des travailleurs miniers de renouveler leurs contrats, la Comibol et le Ministère des Mines ont répondu évasivement afin de faire patienter les mineurs, en attendant que l'on adopte une mesure tendant à supprimer cette forme de travail dans les mines d'Etat.

Par ces contrats, la Comibol non seulement tire bénéfice de la production brute de minera d'étain mais par divers moyens raffinés et insolents, exploite inhumainement les locataires, qu'elle trompe sur le poids et la qualité du minerai. Elle leur nie le droit à la coopérative, se moque de leurs avantages sociaux, nie absolument l'assistance médicale, etc... Malgré les bénéfices que reçoit la Comibol, elle noie habilement la solution de ce grave problème qui affecte des milliers de travailleurs des districts miniers de Siglo XX et Huanini.

Si nous nous demandons quelles sont les causes qui motivent la conduite de la Comibol et du Ministère des Mines, nous concluerons qu'il s'agit d'une politique d'agression économique face à la classe ouvrière et d'isolement des travailleurs et qu'ils **profitent** de la situation.

Ce que veut le fascisme c'est éviter une grande concentration de la classe ouvrière, particulièrement minière et la disperser dans d'autres zones et régions, d'abord de cette façon, l'unité du prolétariat, ce qui lui permet de manoeuvrer avec plus de facilité.

Les dirigeants de l'actuel syndicat de Siglo XX et quelques membres de la Fédération des Mineurs, se prêtent habilement à cette campagne de déconcentration et d'isolement. Suivant les instructions du fascisme et de leurs maîtres révisionnistes, ils prétendent neutraliser les mineurs sous le prétexte de " dialogue " avec les autorités pour trouver une solution au problème des travailleurs.

Les locataires, en exigeant le renouvellement de leurs contrats de location avec la Comibol doivent démasquer et dénoncer les véritables mobiles du fascisme de déconcentrer et isoler le prolétariat minier, se servant de situations comme celle des locataires; il faut éviter par tous les moyens possibles, le massacre blanc de 2.500 travailleurs.

oooooooooooo000000oooooooo

INSTITUTEURS RURAUX: ATTENTION A LA CIA. ET A SES RAMIFICATIONS

Une réunion d'instituteurs ruraux a lieu dans le district de Coromata, sous les auspices de la "Coordination Nationale" du magistère rural et la "coopération" de l' "Institut Américain pour le développement du syndicalisme libre" (I.A.D.S.L.) La réunion à laquelle assistent des professeurs de plus de 21 districts du pays a, parmi ses thèmes de conférences, toute une série d'aspects qui, précisément seront présentés par les représentants de l' IADSL et les autorités de la direction de l'Éducation rurale.

La participation active du dit Institut n'est pas un hasard et il est bon de rappeler que cette agence impérialiste, créée par Lovestone en 1962, se dédie à la préparation de personnel latinoaméricain pour la direction des syndicats, dans des écoles disséminées dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Elle accord de des prêts (l'aval est le gouvernement des Etats Unis) pour le " bien-être social" et la construction.

Les organisations syndicales américaines, près de 65 compagnies américaines ayant de gros investissements en Amérique Latine et le propre gouvernement des Etats Unis le financent. D'après George Morris-auteur de " la CIA et le mouvement ouvrier"- "la plupart du budget annuel de l'Institut est fourni par le Gouvernement des Etats-Unis. En 1965, plus de 3.000.000 \$ proviennent de l' A.I.D."

Les candidats aux bourses de l' " Institut" doivent passer une enquête rigoureuse sur leur anticommunisme". L'Ecole de Washington, avait, jusqu'à mi-1965, accordé des diplomes à 365 " dirigeants syndicaux" et 1600 étudiaient dans les filiales latinoaméricaines. Le travail de l' IADSL est lié au service de renseignements des Etats Unis, par l'intermédiaire des Attachés du travail qui reçoivent des informations des anciens élèves de l' Institut.

Cet organisme de pénétration impérialiste dans le mouvement ouvrier fait un grand travail dans notre pays; des centaines de dirigeants syndicaux sont passés dans ces écoles, en Amérique Latine et aux Etats Unis le rôle réactionnaire et diversionniste de l' IADSL a été énergiquement combattu par la classe ouvrière et les organisations progressistes, obtenant son expulsion du pays en 1971. Mais avec l'instauration du régime militaire, ils sont de nouveau dans toutes les activités syndicales.

Les travailleurs, particulièrement les instituteurs ruraux, doivent faire très attention aux activités de cette agence impérialiste

(suite P.7)

///

O.I.T BANZER SUR LE BANQUE DES ACCUSEES

L'Organisation Internationale du Travail, dont le siège est à Genève a pris la décision importante de demander au régime fasciste qu'il autorise la venue d'une Commission Spéciale pour enquêter sur les violations constantes des droits des travailleurs, en particulier, sur l'arrestation injuste et les tortures que supportent des dizaines de dirigeants syndicaux avec à leur tête, les membres du Comité Exécutif de la Centrale Ouvrière Bolivienne. La décision fut prise après l'envoi par le Secrétaire Exécutif de la Centrale Ouvrière Bolivienne, Juan Lechin Oquendo, d'une lettre accompagnée d'une importante documentation et à la suite des arrestations effectuées à Agua de Castilla. Après l'étude des preuves et devant l'évidence qu'en Bolivie, on bafoue tous les droits et toutes les libertés syndicales proclamées et défendues par l'Organisation mondiale, l'Assemblée Générale de l'O.I.T. a approuvé l'envoi de la dite Commission.

Dans la lutte que soutiennent les travailleurs et tout le peuple contre le fascisme, la mesure adoptée par l'Organisation Internationale du Travail, acquiert une énorme importance puisque cela signifie la condamnation de l'opinion publique de la dictature et un appui pour les forces qui luttent pour la liberté. Nous sommes sûrs que la dictature fera tout son possible pour empêcher que la Commission de la O.I.T. vienne en Bolivie; c'est pourquoi il est nécessaire que les organisations syndicales, sans s'occuper des "coordinateurs" adoptent des mesures spéciales pour saluer la résolution de l'O.I.T. et exigent, au cas où la présence de la dite Commission soit refusée, la condamnation du régime militaire fasciste et l'expulsion de ses délégués qui, là-bas, usurpent le nom des travailleurs Boliviens, comme ce fut le cas des "coordinateurs" qui, avec le gorille Vargas Salinas, assistèrent à la dernière Assemblée Générale.

oo

(suite de la P.6.)

et dénoncer ses actions contre-révolutionnaires au peuple. De même, il est important de dénoncer la conduite "jaune" et traître des "coordinateurs" qui jouent le triste rôle d'agents de l'impérialisme américain et de la dictature militaire fasciste, essayant d'attirer les instituteurs ruraux par un chemin qui ne correspond pas du tout à leurs intérêts ni à ceux du peuple.

oooooooooooo00000oooooooooooo

BANZER ET NATUSCH BUSCH NE GAGNERONT PAS, LES PAY- SANS FERMES CONTRE L'IMPOT UNIQUE

Ces derniers jours, les zones paysannes ont été l'objet d'une grande offensive déployée par Natusch Busch et ses "coordinateurs" pour essayer d'obliger les paysans à se prononcer en faveur de l'impôt unique agricole. C'est pourquoi, ils ont essayé toutes sortes de moyens: depuis la repression jusqu'à la démagogie la plus raffinée, mais comme il fallait l'espérer, le résultat fut et sera le même: complète opposition des paysans à tout nouvel impôt, quelque nom qu'il porte.

Les paysans qui souffrent dans leur propre chair la misère, savent qu'ils ne peuvent accepter la création et l'application de nouveaux impôts qui ne font que leur enlever le pain de la bouche; maintenant plus que jamais, ils souffrent du poids des mesures économiques que la dictature vient de décréter contre l'économie populaire. Les arguments que les gorilles avancent sont faux mais personne ne peut s'imaginer que les massacreurs de paysans soient maintenant préoccupés de la "sécurité sociale des paysans et de leurs familles" comme l'affirme l'auteur du massacre de la vallée. La seule chose qui intéresse la camarilla militaire c'est de tirer les quelques sous que peuvent avoir les paysans pour acheter des armes et continuer à se remplir les poches et emporter cet argent quand ils s'échappent du pays.

Nous savons que la camarilla militaire a faim d'argent et pour cela essaiera d'imposer l'impôt unique, même si c'est par "le sang et le feu" comme l'a dit Natusch Busch à ses "coordinateurs". C'est pourquoi, la lutte contre l'impôt des gorilles peut avoir deux étapes: l'actuelle qui consiste à s'opposer à ce que la mesure soit promulguée et la seconde à résister au paiement en cas d'application. Dans cette dernière possibilité, les masses ont le devoir de prendre toutes les mesures destinées à organiser la résistance au paiement de l'impôt. Elles doivent surtout organiser les petits paysans pauvres pour commencer une action coordonnée, sous la consigne de PAS UN SOU AUX GORILLES MASSACREURS.

Avec l'unité, l'organisation et l'action décidée des paysans, l'impôt unique, créé ou non, sera rejeté. Nous devons être sûrs de cela, toujours, tant que nous confierons dans notre propre et invincible force révolutionnaire. Ni Banzer, ni Natusch Busch ne gagneront, quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent et ils peuvent le demander au défunt Barrientos qui est parti dans la tombe avec son projet de décret.

ooooooooo00000ooooooooo

LE MAIRE MERCADO VACA GUZMAN UN CIPAYE DE LA DICTATURE

L'industriel Mario Mercado Vaca Guzman, qui occupe actuellement le poste de maire de la ville de La Paz, assista à un "congrès de maires" qui se déroula dans la capitale chilienne, sous les auspices de la dictature de Pinochet. On ne peut s'étonner de sa présence à Santiago car comme laquais du fascisme local, il est pleinement identifié avec les assassins du peuple Chilien. Mais ce qu'il faut remarquer c'est qu'au lieu de s'occuper des graves problèmes de la ville de La Paz, il s'est préoccupé, avec le cynisme propre à un bourgeois, de falsifier la réalité dans laquelle vit le peuple Bolivien, à cause de la dictature.

A son arrivée à Santiago, Mercado V.G. a déclaré à la presse: "Actuellement la Bolivie est une île de paix et de progrès où tous les Boliviens ont le droit de vivre et de travailler". Maintenant voyons ce qui se passe en Bolivie et ce qu'affirme Mercado V.G. ? La seule "paix" qui existe dans notre pays est celle dont jouissent dans leurs tombes, des centaines de patriotes assassinés par la dictature ou est-ce que ce sadique se réfère à la "paix" dans laquelle vivent des centaines de prisonniers sur le corps desquels tombe le fouet de la torture ? Le peuple, qui vit sous le signe de la terreur, de l'abus et de la toute puissance, ne peut jouir d'aucune paix, quant au "progrès" il n'y a aucun doute que Mercado V.G. fait allusion au progrès économique que lui et d'autres industriels privés obtiennent grâce à leur servilité et sur le dos de la misère du peuple, et qui de simple "play-boy" s'est converti en un industriel prospère. Il serait bon que ce cipaye aille dans les quartiers populaires ou dans les centres paysans parler de "progrès". Quand il remarque que "tous les Boliviens peuvent vivre et travailler en Bolivie" il suffit de lui rappeler qu'il y a plus de 10.000 Boliviens exilés. En ce qui concerne le "travail", il serait salutaire qu'il visite la rue Yungas où on peut trouver des milliers de chômeurs ou parler avec les mineurs locataires de Siglo XX et Huanini.

Le peuple Bolivien doit tenir compte de la conduite des cipayes du "gorillisme". Ils doivent payer leurs crimes. Mercado V.G. même s'il continue à utiliser le sport comme instrument politique et parle tous les jours de "cholitas" devra recevoir le chatiment du peuple et de la manière qui coûte le plus à un bourgeois: la confiscation des biens acquis dans "l'île de paix et de progrès" sur le dos des travailleurs.

ooooooooo00000ooooooooo

UNISSONS-NOUS ET IMPO- SONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES.

Les secteurs populaires souffrent des effets d'une hausse du coût de la vie, extraordinaire, augmentée, ces derniers mois, par celle des articles de première nécessité. La spéculation et l'accaparement sont pratiquement devenus des institutions que les grands du régime permettent et tolèrent. La hausse du prix des carburants qui atteint environ 100% a donné un coup mortel à la pauvre économie populaire. La dictature reconnaît publiquement que l'inflation de ces 9 derniers mois est de 30%.

Ces faits montrent que le pouvoir d'achat a subi une diminution de plus de 100%, pour cette seule année, ce qui veut dire que, pendant que le coût de la vie augmente, non seulement on refuse de débloquer les salaires ^{mais} que l'on diminue le pouvoir d'achat de ceux-ci. C'est pourquoi, personne ne croit à la propagande sadique et grossière de la dictature à savoir que les prix continuant à être stables et que, en conséquence, on ne débloquera pas les salaires.

Le coût de la vie a tellement augmenté que, d'après les études faites par notre Parti, une famille composée de 5 personnes a besoin de plus de 5.000 pesos boliviens pour subsister dans des conditions minima, (environ 1.000 F.F.) voici le détail: 3.000 pesos pour l'alimentation, 1.000 pour le loyer, 1.200 de vêtements et frais scolaires, 500 pour le transport, 500 pour la pharmacie, électricité, eau et autres choses. Alors que les frais réels et indiscutables atteignent cette somme, le salaire moyen actuel des travailleurs et employés atteint à peine 1.200 pesos ce qui montre, de manière objective, que les travailleurs subissent un véritable massacre économique, conséquence de la politique économique de la dictature. Il est certain que les militaires, plus particulièrement ceux de haut rang ont une situation diamétralement opposée à celle des masses, car, à part le fait d'avoir reçu une augmentation de 300% en Juillet 1974. Ils ont reçu encore cette année, une augmentation de 100%, sans compter les avantages comme le logement, la nourriture gratuits, achat de voitures sans impôts, vacances payées dans des colonies de millionnaires de Tomonoco où ils font la "dolce vita" sans se préoccuper de la vie de leurs propres familles, comme ce fut le cas du dernier accident aérien, provoqué par la toute-puissance de ceux qui se trouvaient sous les effets de l'alcool.

Etant donné la situation de misère dans laquelle vivent les masses et la politique salariale persistante de la dictature, la lutte pour le déblocage des salaires jusqu'à obtenir une compensation réelle, selon

...///



NOUVELLE LOI UNIVERSITAIRE : VERS LA FASCISATION DE L'UNIVERSITE.

L'échec de la Réforme Universitaire-imposée par la Loi Fondamentale de l' Université Bolivienne de Juin 1972- a amené le fascisme à présenter "un" réajustement académique, administratif, financier et structurel de l' Université Bolivienne. Il a pour cela, decreté une nouvelle Loi fondamentale le 17 Octobre dernier. Néanmoins, par le decret du 20 octobre " conformément " aux mesures antiouvrières de novembre de l'année dernière" on laisse en suspens pour la période signalée dans le deuxième article de la dite disposition légale, l'entrée en vigueur et l'application des articles "relatifs aux fonctions de l'Assemblée Universitaire, les organes, les autorités du Conseil Universitaire; l'élection du Recteur, Vice-Recteur et doyens; la représentation des doyens professeurs et étudiants dans la Commission Académique; les autorités, le Conseil facultatif et la représentation étudiante dans les dits Conseils et la libre association des professeurs et des étudiants. Avec cette disposition, la dictature annule toute possibilité de vie démocratique dans les universités, imposant un système vertical où le CENES exerce une féroce dictature sur les centres universitaires.

Cette loi fondamentale qui, selon Banzer et son équipe obéit à la " responsabilité technique et scientifique de l' Université " et "à la réalisation des grands objectifs nationaux " n'est autre chose que l'instrument qui répond complètement aux plans et objectifs du régime fasciste et des secteurs qui le soutiennent. Son application partielle est conditionnée aux prétentions de la dictature de prolonger son mandat jusqu'en 1980.

Au cours des 3 dernières années de dure lutte, les universitaires, de même que d'autres secteurs du peuple, ont rejeté les mesures du régime militaire. C'est pour mieux le contrôler que la dictature a lancé son " réajustement " et veut le matérialiser par une ordonnance juridique qui contemple toutes les " prévisions " de l'impérialisme en matière d'universités .

///.

Les termes de la Loi permettent d'apprécier ce que le fascisme en attend :

- annuler la participation étudiante dans tous les organes collégiaux de l'Université- T.I.I.I. Chapitre 2 art.28.
- liquider l'autonomie universitaire, pretextant l'inexistence de l'"extra territorialité." comme " concept de l'autonomie opposé à la souveraineté nationale " .T.I. chapitre 2 art .13
- supprimer le co-gouvernement paritaire par une dictature ouverte de professeurs et d'"autorités " universitaire.T.III.ch.2 art 25,48 et 62
- réduire l'activité étudiante à des " fins spécifiquement universitaires" leur interdisant de se " dédier ou de participer à des activités politiques de partis ".T.X. ch.5 art 141,142,et 143.
- limiter le temps des études dans les universités.T.X.ch2 art 132,133,134.
- appliquer des mesures politico-repressives comme des procès,suspensions et expulsions pour les raisons:" participation individuelle ou collective dans des actes qui peuvent porter préjudice aux principes et aux fins de l' Université,inobservance, violation ou résistance aux normes de la présente loi ;méconnaissance ou attaque contre les droits ou le respect ou la considération de la hiérarchie enseignante et administrative ; et les actes qui créent le désordre et portent atteinte au développement normal de l'université" T.XI.ch.I,art 149,§ 4,5,7 et 8; art 150 § 1,2,3,4,5,et 6.
- imposer le concept de l'entreprise dans l'enseignement supérieur en accord avec les désirs des entreprises nationales et étrangères .T.XI;ch.7,art 183 §1,2,3; art 184,185,186,187,188 et 189.
- appliquer un critère selectif dans l'admission des étudiants pour former des groupes réduits de technocrates.T.X.ch1er,art 126,127,ch2 art 131.
- dépolitiser l'université par l'intervention directe du Ministère de l'Intérieur.T.II.ch 3,art 23 § 12,T XI, ch 1er,art 149 et 150.

Pour la dictature qui a de graves contradictions internes et doit affronter de grands problèmes sociaux et politiques il est urgent de s'assurer le control des universités qui aujourd'hui, constituent le facteur détonant des luttes du peuple Bolivien.

Malgré les efforts que font l'impérialisme et ses laquais, les étudiants ne sont pas d'accord avec cette situation , encore moins avec le fascisme qui leur a fermé toutes les portes et c'est pourquoi ils luttent résolument à côté du peuple . .

ooooooooo00000ooooooooo

SUR LES TACHES DU PARTI

IMPORTANCE DE LA PRESSE DE PARTI

La presse révolutionnaire accomplit une mission de grande importance pour l'activité politique du Parti du Proletariat et des masses. Lénine a dit, en se référant au rôle du journal : "La mission du journal ne se limite pas à diffuser des idées, éduquer politiquement et attirer des alliés politiques. Le journal n'est pas seulement un propagandiste collectif ni un agitateur collectif mais aussi un organisateur collectif". En effet, le journal, outre le fait de diffuser des idées, les points de vue du Parti parmi les masses, est aussi un précieux instrument d'éducation politique et idéologique des militants et des masses, de même qu'il est une sorte de noyau autour duquel se groupent les autres forces politiques réellement intéressées dans la révolution. Mais il joue surtout un rôle d'organisateur. C'est autour du journal que les militants se réunissent, discutent et se répartissent les tâches ; le journal éveille l'enthousiasme et maintient l'esprit révolutionnaire des masses. Dans ce sens là, Lénine le compare aux échafaudages qui se lèvent autour d'un immeuble en construction " qui montrent ses contours, facilitent les relations entre les différents constructeurs, les aident à distribuer le travail et observent les résultats généraux, atteints par le travail organisé ".

Le journal comme organisateur collectif a une grande qualité qui est celle d'habituer les militants " à suivre attentivement les événements politiques, à apprécier leur signification et leur influence sur les différentes couches de la population et trouver les moyens les plus appropriés pour que le Parti Révolutionnaire influence ces événements " .

Un journal qui prétend remplir ces objectifs a besoin de certaines conditions qui en feront un organe sérieux, simple, profond et combatif, capable de se convertir en bannière de lutte de la classe ouvrière et des grandes masses populaires.

Le journal marxiste-léniniste doit être l'instrument efficace par lequel on soutient une lutte dure et franche de classes avec la bourgeoisie et ses alliés de la même façon que ces derniers combattent grâce à la presse légale et commerciale, accusant et calomniant la classe ouvrière et les masses .

La presse prolétarienne doit servir et doit être utilisée pour défendre les intérêts de classe du prolétariat, pour exposer ses problèmes et ceux des masses, pour diffuser ses points de vue qui ne trouvent pas de place dans la presse bourgeoise, malgré cette fameuse "liberté de presse".

Les articles du journal doivent être courts dans la mesure du possible quand ils ne traitent pas d'aspects qui nécessitent une analyse profonde. Il faut éviter un verbiage inutile qui se perd dans les paroles creuses et sans sens.

Les articles doivent être concentrés, c'est à dire doivent exprimer le contenu de ce qu'ils traitent, l'essence du phénomène abordé, sans se perdre dans les formes et les détails. En résumé, les articles doivent être écrits de façon à montrer aussi bien le bois que les arbres.

Les articles doivent attaquer brutalement et directement les positions de l'ennemi de classe, être dirigés contre les points de vue de la bourgeoisie et de ses alliés et contre les arguments que pronent les contre-révolutionnaires. Il faut combattre toute politique de conciliation contre les positions de l'ennemi.

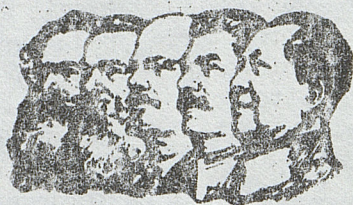
Un journal marxiste-léniniste surtout doit être un organe combatif qui fustige non seulement les ennemis déclarés de classe mais aussi les laquais qui se font passer pour "gauchistes" ou "révolutionnaires".

La presse prolétarienne doit contenir et montrer en premier plan les problèmes urgents et les plus importants qui en plus d'être d'actualité touchent la classe ouvrière et les masses et qui exigent une solution immédiate.

Son style journalistique doit être simple, accessible aux grandes masses populaires sans pour autant tomber dans la vulgarité. Il faut supprimer le style journalistique bourgeois et petit-bourgeois qui se manifeste dans le style intellectuelisant de la presse et qui ne permet pas d'orienter et de présenter correctement les problèmes que doit affronter le prolétariat.

Tenant compte de ce que signale "la Circulaire Interne du Parti" à savoir "la classe ouvrière ne peut lutter pour ses intérêts politiques qu'en utilisant ses propres méthodes révolutionnaires", la presse du Parti, guidée par l'invincible idéologie marxiste-léniniste, a comme objectif primordial d'organiser et de développer la lutte révolutionnaire des masses et se constituer en bannière de lutte de la classe ouvrière et du peuple sous la direction du Parti et du Front Unique, pour la libération nationale et le socialisme, contre le fascisme et l'impérialisme.

ooooooooooooo



F. ENGELS
SUR L'ACTION
POLITIQUE DE
LA CLASSE
OUVRIERE

RÉSUMÉ ÉCRIT PAR L'AUTEUR DU DISCOURS PRONONCÉ
LORS DE LA SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES
DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAIL-
LEURS, LE 21 SEPTEMBRE 1871

L'abstention totale en politique est impossible; tous les journaux abstentionnistes font aussi de la politique. Le quid de la question consiste uniquement en comment la font ils et quelle politique font-ils. Pour nous, il est certain, l'abstention est impossible. Le parti ouvrier existe comme parti politique dans la majorité des pays et ce ne sera pas nous qui le détruirons en prêchant l'abstention. L'expérience de la vie actuelle, l'oppression politique à laquelle sont soumis les ouvriers de la part des gouvernements existants à des fins tantôt politiques que sociales, les obligent à se dédier à la politique qu'ils le veulent ou non. Leur conseiller l'abstention serait les jeter dans les bras de la politique bourgeoise. L'abstention est complètement impossible surtout après la Commune de Paris qui a placé l'action politique du prolétariat à l'ordre du jour.

Nous voulons l'abolition des classes. Comment pouvons-nous y arriver ? La domination politique du prolétariat. Et quand ils se sont mis d'accord, partout, sur cela, ils nous demandent de ne pas nous mêler de politique ! Tous les abstentionnistes s'appellent révolutionnaires et révolutionnaires par excellence. Mais la révolution est un acte suprême de la politique, celui qui la veut, doit aussi vouloir les moyens, l'action politique pour la préparer, qui donne aux ouvriers l'éducation pour la révolution et sans laquelle les ouvriers, au lendemain de la lutte seront les victimes des Favre et des Pyat. Mais la politique à laquelle ils doivent se dédier est la politique ouvrière; le parti ouvrier ne doit se constituer en appendice de divers partis bourgeois mais en parti indépendant qui a son propre objectif, sa propre politique.

///.

U.R.S.S. SOCIAL IMPE- RIALISME A NU

Lénine en qualifiant les révisionnistes de son époque de social-impérialistes remarquait: ce sont des socialistes en paroles et impérialistes dans les faits. Actuellement les dirigeants de l' Union Soviétique et du Parti Communiste de l' URSS, dirigé par la camarilla révisionniste Brejnev Kosiguine, utilisent le prestige de la Révolution d' Octobre et du Parti fondé par Lénine, pour cacher leur honteuse trahison des principes de base du marxisme -léninisme. Derrière cette bannière, ils font une politique impérialiste d'oppression des peuples qui forment l'Union Soviétique et de sacage économique des peuples du Tiers-Monde, par l'exportation de capitaux et la recherche de zones d'influence, comme c'est le cas pour notre pays où elle occupe le troisième rang du commerce extérieur après les Etats Unis et le Japon. Et de cette manière, s'est constitué en soutien économique de la dictature militaire. Cette politique est extrêmement dangereuse pour la lutte des peuples du monde où existent des partis révisionnistes comme avancées de la pénétration socialimpérialiste, les mêmes sont utilisés pour freiner les initiatives révolutionnaires et tout mouvement qui mette en danger les intérêts économiques soviétiques. C'est ainsi que les révisionnistes locaux -pour sauver les investissements soviétiques grandissants- servent la dictature comme de dociles instruments contrerévolutionnaires plus particulièrement au sein de la classe ouvrière.

La politique soviétique d'expansion économique et militaire se fait chaque fois plus ouvertement; comme la revue anglaise "The Economist" le remarque dans un article sur l'économie cubaine: "Cuba s'est tourné vers le marché européen à la recherche d'un prêt en marks allemands de 100 millions de dollars avec l'aval d'un consortium bancaire dirigé par Morgan Grenfell. Capitaux russes, canadiens, britanniques et du Moyen Orient se sont partagés l'affaire". Il n'y a pas de doute: le capital du socialimpérialisme s'associe aux grands monopoles impérialistes. Non seulement cela précise ce que l'URSS entend par "relations fraternelles", le fait nous montre le véritable visage de la politique étrangère de l'URSS: socialistes de paroles et impérialistes dans les actes. Notre peuple le sait et le constate tous les jours que les social-traitres locaux sont la fidèle expression de leurs maîtres: communistes en paroles et traitres dans leurs actes. N'est-ce pas vrai, Monsieur Monje ?

ooooooooo0000ooooooooo

NOTRE SALUT FRATERNEL A LA GLORIEUSE ALBANIE



A l'occasion du XXI anniversaire de la libération du peuple Albanais, célébré le 29 Novembre dernier, le Comité Central du Parti Communiste (m-l) a envoyé un salut fraternel au C. Enver Hoxha, au Parti du Travail d'Albanie et à tout le peuple Albanais. Le message signé par le C. Oscar Zamora, Premier Secrétaire de notre Parti, signale

"les communistes Boliviens, à côté de notre peuple travailleur, saluons avec joie et fraternellement le peuple héroïque Albanais, qui, sous la conduite du C. Enver Hoxha et son avant garde révolutionnaire le Parti Communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du Travail d'Albanie) sut, en prenant le juste chemin de la lutte armée - nettoyer sa patrie des agresseurs fascistes et instaurer le pouvoir du peuple, proclamant la République Populaire d'Albanie qui se dresse aujourd'hui comme un exemple invincible de la victoire des principes du marxisme-léninisme". Et dans un autre passage " Nous vous adressons, cher C. Enver Hoxha et par votre intermédiaire au P.T.A. et à tout le peuple Albanais, notre profonde reconnaissance pour la solidarité constante et combattante qu'ils apportent au P.C.B.(m-l) et au peuple Bolivien dans sa lutte contre le fascisme et l'impérialisme".

Souhaitant de nouveaux et grands succès au peuple Albanais, dans la construction socialiste, le message se termine en réaffirmant l'indestructible amitié des partis marxistes-léninistes de Bolivie et d'Albanie.

oo

ESPAGNE UNE COURONNE DE SANG ET UNE FAUSSE AMNISTIE.

A la mort du criminel Franco, Juan Carlos fut proclamé Roi d'Espagne, prenant une couronne tachée du sang des patriotes assassinés par le régime fasciste. Elu et héritier de Franco, il ne changera jamais l'essence criminelle du régime.

Un des exemples de sa politique de continuité fut l'amnistie décrétée, comme celle du " 150° anniversaire " dont les seuls bénéficiaires furent les droits communs, tandis que plus de 5000 patriotes espagnols restent encore dans les prisons .oooooooooooooooooooo



ARGENTINE

DETENTION ARBITRAIRE DE CITOYENS BOLIVIENS.

La police Argentine, à la demande de la dictature de Banzer a déployé une vague de répression contre des citoyens Boliviens résidant à Salta (Argentine). Beaucoup d'entre eux furent arrêtés et à l'heure actuelle on a aucune information sur le lieu de détention ni leur état de santé. Parmi les détenus se trouvent Carlos Dequer M. directeur de Radio Universidad d' Oruro; Pedro Paputzakis dirigeant universitaire de Tarija, Mario Medina, professeur à l'université de Tarija.

Devant cette agression à la vie de nos compatriotes, il est urgent que les forces populaires et surtout les organisations internationales qui disent défendre les droits de l'Homme fassent quelque chose pour sauver la vie de ces compatriotes et obtiennent leur prompt libération.

BOLIVIE

LISTE PARTIELLE DES ETUDIANTS DE L'UMSA et DE L'ECOLE "S. BOLIVAR" ARRETES PAR LA DICTATURE.

Nous donnons la liste des étudiants de l' UMSA et de l'école normale "Simon Bolivar" arrêtés par la dictature. Tous figurent sur la liste que Mario Rolon Anaya a donné au Ministère: ARAMAYO ANTONIO ALVAREZ PLATA FERNANDO, BALLON VECTOR, BURGOS JAIME, GALLIZAYA DIONISIO, COPA RICARDO, CHAVEZ MARIO, HERBAS EDGAR, HERNANDEZ TOMAS, JURADO JORGE, ORTUNC FIDEL, ORTIZ OSCAR, NOGALES ROLANDO, PAZ EDUARDO, TELLERIA HUGO, TIRADO FELIPE, TININO ELIOLORO, VALENZUELA CARLOS, VELARDE ALFONSO.

URUGUAY

MARIO ECHENIQUE, DIRIGEANT DU P.C.R. DE L'URUGUAY FUT ARRETE EN ARGENTINE .

Le dirigeant du Parti Communiste Révolutionnaire de l' Uruguay C. Mario ECHENIQUE, fut arrêté par la police Argentine sur ordre de la dictature de Bordaberry. Le P.C.B. (m-1) exprime une condamnation énergique pour cet acte criminel et envoie sa fraternelle solidarité au c. ECHENIQUE et au P.C.R. Il lance un appel à tous les patriotes latinoaméricains à faire des actions et manifestations pour la liberté de ce courageux combattant .oooooooooooooooooooooooooooo